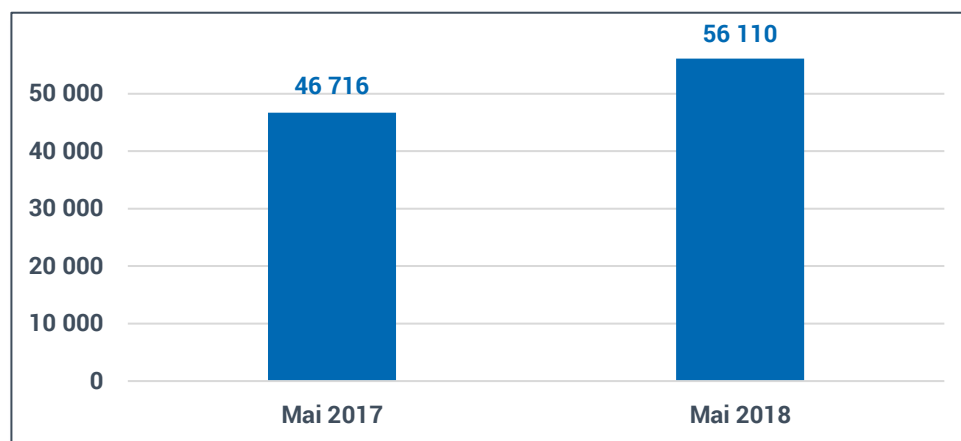


# Création d'entreprises

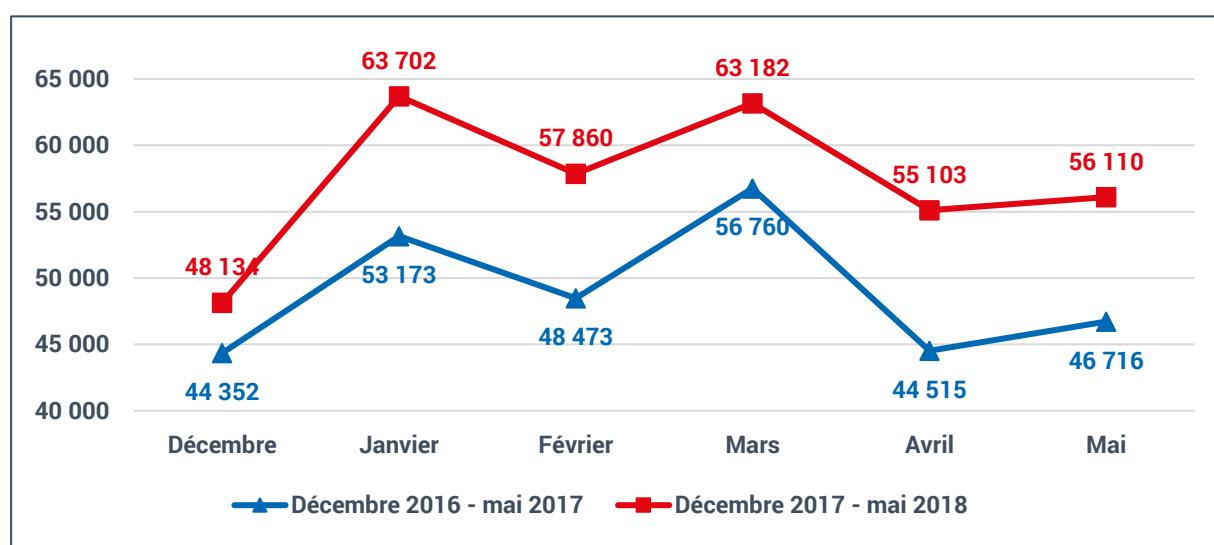
## Chiffres de mai 2018

- **56 110** nouvelles entreprises ont vu le jour en France durant le mois de mai 2018. Ce nombre a augmenté de **20 %** au regard de mai 2017.



Nombre de créations d'entreprises en mai 2017 et mai 2018

- Depuis le second semestre 2017, la France connaît une croissance mensuelle du nombre de création d'entreprises et le mois de mai 2018 prolonge cette tendance. Ainsi, les cinq premiers mois de l'année 2018 enregistrent une hausse de 19 % du nombre de créations d'entreprises au regard des cinq mois équivalents de 2017, soit 295 957 nouvelles unités recensées de janvier à mai 2018.



Nombre de créations d'entreprises durant les périodes décembre 2016 – mai 2017 et décembre 2017 – mai 2018

- **43 %** des créations d'entreprises enregistrées durant les cinq premiers mois de l'année 2018 l'ont été sous le régime des micro-entrepreneurs, soit **127 319** unités. Leur nombre s'est accru de **30 %** au regard des cinq mois équivalents de 2017. Cette conséquente hausse combinée à une augmentation moins élevée du nombre de nouvelles entreprises ne bénéficiant pas de ce régime (+ 11 %), a contribué à augmenter la part de micro-entrepreneurs parmi l'ensemble des créations : ils ne représentaient que 39 % des créations recensées de janvier à mai 2017.
- L'augmentation du nombre de créations d'entreprises observée sur la période allant de janvier à mai 2018 (au regard de la période allant de janvier à mai 2017) résulte uniquement de la hausse des créations **entreprises individuelles** (+ 28 %) qu'elles soient sous le régime des micro-entrepreneurs (30 %) ou au régime général (+ 26 %). En effet, les formes sociétales unipersonnelles (SASU et EURL) aussi bien que pluripersonnelles (SARL, SAS...) enregistrent une stabilisation du nombre de nouvelles unités sur cette même période (respectivement + 0,3 % et - 0,2 %).
- De janvier à mai 2018, les activités de type services connaissent une croissance du nombre de nouvelles entreprises (+ 23 % au regard de la période janvier - mai 2017) plus importante que celle des activités de type commerce (+ 14 %) et des activités secondaires (+ 11 %).  
Plus généralement, tous **les secteurs d'activités** sont concernés par la hausse du nombre de nouvelles unités entre ces deux intervalles. Nous présenterons les deux catégories extrêmes de croissance :

Les secteurs ayant enregistré une croissance supérieure à 25 % :

- ▶ le courtage (+ 27 %),
- ▶ les services en direction des personnes (+ 29 %),
- ▶ les transports (+ 60 %).

Les secteurs ayant enregistré une augmentation inférieure à 7 % :

- ▶ la santé (+ 6 %),
- ▶ les activités financières (+ 3 %),
- ▶ le commerce de bouche (+ 2 %).

- Toutes **les régions** de France métropolitaine et d'outre-mer, à l'exception de Mayotte, ont connu une croissance du nombre de créations entre les périodes allant de janvier à mai 2017 et de janvier à mai 2018. D'ailleurs la plupart d'entre-elles, uniquement des régions métropolitaines connaissent une croissance comprise entre + 15 % et + 19 %. Néanmoins certaines régions s'éloignent plus ou moins de cet intervalle :

Les régions caractérisées par une croissance supérieure à 20 % :

- ▶ Ile-de-France (+ 22 %),
- ▶ Provence-Alpes-Côte d'Azur (+ 23 %),
- ▶ Guyane (+ 58 %).



Les régions caractérisées par une croissance de 12 % ou moins :

- ▶ Corse (+12 %)
  - ▶ La Réunion (+ 11 %),
  - ▶ Guadeloupe (+ 10 %),
  - ▶ Martinique (+ 7 %).
- Près d'un quart des créations d'entreprise, de France métropolitaine, recensées sur la période de janvier à mai 2018 sont localisées en **zone rurale**, soit 68 491 nouvelles unités. Leur nombre a augmenté de 15 % au regard de la période allant de janvier à mai 2017. C'est inférieur à la hausse des créations enregistrées dans les zones urbaines densément peuplées (+ 22 %) ; les zones urbaines intermédiaires enregistrent une évolution proche de celle des zones rurales (+ 16 %).

Avec respectivement 21 531 et 1 761 nouvelles entreprises recensées de janvier à mai 2018, les communes classées en **zone de revitalisation rurale** (ZRR) et les communes de montagne bénéficiant des effets de ce dispositif s'inscrivent également dans la croissance (respectivement + 13 % et + 10 % au regard des cinq mois équivalents de 2017), mais dans des proportions moindres que les communes non classées en ZRR (+ 19 %).

## TABLEAUX COMPLEMENTAIRES

*Evolution du nombre de créations entre les périodes de janvier à mai 2017 et de janvier à mai 2018, selon le secteur d'activités*

Secteur d'activité	Janvier – mai 2017	Janvier – mai 2018	Evolution
<b>Activités secondaires</b>	<b>38 023</b>	<b>42 115</b>	<b>+ 10,8%</b>
Industrie	9 945	11 331	+ 13,9%
Construction	28 078	30 784	+ 9,6%
<b>Activités de type commerce</b>	<b>74 468</b>	<b>85 164</b>	<b>+ 14,4%</b>
Commerce de détail	25 231	27 787	+ 10,1%
Commerce de gros	4 485	4 794	+ 6,9%
Commerce de bouche	916	933	+ 1,9%
Immobilier	9 087	11 014	+ 21,2%
Hébergement et restauration	14 046	15 188	+ 8,1%
Services en direction des personnes	13 350	17 175	+ 28,7%
Commerce et réparation automobile	7 353	8 273	+ 12,5%
<b>Activités de type services</b>	<b>137 146</b>	<b>168 678</b>	<b>+ 23,0%</b>
Courtage	5 559	7 050	+ 26,8%
Transports	17 224	27 612	+ 60,3%
Activités scientifiques et techniques	42 756	52 289	+ 22,3%
Activités de soutien aux entreprises	15 906	19 045	+ 19,7%
Information et communication	12 483	14 775	+ 18,4%
Enseignement	10 803	12 775	+ 18,3%
Arts, spectacles et activités récréatives	8 022	9 551	+ 19,1%
Santé	17 662	18 665	+ 5,7%
Activités financières	6 731	6 916	+ 2,7%
<b>Ensemble des secteurs</b>	<b>249 637</b>	<b>295 597</b>	<b>+ 18,6 %</b>



*Evolution du nombre de créations entre les périodes de janvier à mai 2017 et de janvier à mai 2018, selon la nature juridique des entreprises*

Nature juridique	Janvier – mai 2017	Janvier – mai 2018	Evolution
<b>Entreprise individuelle</b>	<b>162 799</b>	<b>209 059</b>	<b>+ 28,4 %</b>
dont micro-entrepreneurs	98 029	127 319	+ 29,9 %
<b>Sociétés</b>	<b>86 838</b>	<b>86 898</b>	<b>+ 0,1 %</b>
dont sociétés unipersonnelles (SASU, EURL)	45 083	45 230	+ 0,3 %
<b>Ensemble des secteurs</b>	<b>249 637</b>	<b>295 597</b>	<b>+ 18,6 %</b>

*Evolution du nombre de créations entre les périodes de janvier à mai 2017 et de janvier à mai 2018, selon la région d'implantation de l'entreprise*

Secteur d'activité	Janvier – mai 2017	Janvier – mai 2018	Evolution
Auvergne-Rhône-Alpes	29 611	34 388	+ 16,1%
Bourgogne-Franche-Comté	7 011	8 039	+ 14,7%
Bretagne	8 453	9 821	+ 16,2%
Centre-Val de Loire	6 259	7 438	+ 18,8%
Corse	1 840	2 053	+ 11,6%
Grand-Est	13 628	16 042	+ 17,7%
Guadeloupe	1 860	2 047	+ 10,1%
Guyane	474	750	+ 58,2%
Hauts-de-France	14 675	17 142	+ 16,8%
Ile-de-France	73 520	89 470	+ 21,7%
Martinique	1 324	1 411	+ 6,6%
Mayotte	423	295	- 30,3%
Normandie	7 993	9 296	+ 16,3%
Nouvelle Aquitaine	21 394	25 003	+ 16,9%
Occitanie	23 525	27 534	+ 17,0%
Pays de la Loire	9 846	11 314	+ 14,9%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	25 106	30 916	+ 23,1%
La Réunion	2 695	2 998	+ 11,2%
<b>Ensemble des secteurs</b>	<b>249 637</b>	<b>295 597</b>	<b>+ 18,6 %</b>

## METHODOLOGIE

La création d'une entreprise correspond à l'apparition d'une unité légale exploitante n'ayant pas de prédécesseur, c'est-à-dire qu'elle doit impérativement être accompagnée de la mise en œuvre de nouveaux moyens de production. Cette définition des créations exclut donc les réactivations dont la dernière cessation est survenue moins d'un an avant la nouvelle création et les reprises d'entreprises pour lesquelles il y a continuité de l'entreprise (évaluée à partir de la localisation de l'entreprise et de l'activité exercée).

Les statistiques utilisées dans ce document concernent l'ensemble des activités marchandes hors secteur agricole, autrement dit, les activités de l'industrie, du commerce et des services.

Sont définis comme micro-entrepreneurs dans ce document, tous les entrepreneurs individuels sous le régime fiscal de la micro-entreprise et soumis au régime micro-social.

*Pour réaliser cette note, l'AFE se sert d'informations statistiques brutes issues de la base de données Sirene de l'Insee. Ces informations sont provisoires dans la mesure où les données brutes sont susceptibles d'être modifiées par l'Insee. Les révisions apportées par cet institut seront donc répercutées sur les notes de conjoncture mensuelles réalisées par l'AFE.*

Par ailleurs, l'AFE a créé un secteur d'activité intitulé « commerce de bouche ». Il comprend les activités de charcuterie (10.13B), la cuisson de produits de boulangerie (10.71B), les boulangeries et boulangeries-pâtisseries (10.71C) et les pâtisseries (10.71D). Dans la nomenclature NAF rév. 2 ces activités appartiennent au secteur de l'industrie manufacturière alimentaire.

L'approche des espaces ruraux est basée sur la densité de population des communes. La typologie utilisée est celle de l'Insee, intitulée grille de densité. Elle est basée sur le maillage urbain des communes, ainsi que sur la répartition de la population sur le territoire communal en repérant les concentrations et dispersions. Quatre classes sont ainsi définies :

- les communes denses et les communes intermédiaires qui composent les zones urbaines,
- les communes peu denses et les communes très peu denses qui définissent les zones rurales.

Les zones de revitalisation rurale (ZRR) sont un ensemble de communes peu densément peuplées et caractérisées comme fragiles pour des raisons socio-économiques, dont la liste est fixée par arrêté. Le classement de ces communes en ZRR permet aux entreprises qui y sont installées de bénéficier d'aides d'ordre fiscal.

